

Table des matières

	Pages
Première partie: la coopération transfrontalière entre les services de sécurité étatiques, recherche et élaboration de l'objet d'analyse	1
A. Introduction à l'analyse	1
I. Les développements récents de la coopération policière en Europe	2
1. Interpol	3
2. TREVI	4
3. Schengen	4
4. Europol	4
II. Motifs, objets et buts de la recherche	8
1. Motifs	8
2. Buts de la recherche	11
III. Délimitation de l'objet et de la thématique	12
1. Les compréhensions sociologique – comme jeu – et policière – comme action et mode d'action – de la coopération	12
2. Délimitation de la thématique	18
IV. Angles d'approche	18
1. La coopération comme activité de police peu visible	19
2. La coopération comme action logique	19
3. Un champ de conflits et de régulations	20
V. Apports des études précédentes sur la coopération policière	20
B. Construction théorique et processus d'analyse	31
I. Le phénomène de la coopération policière transfrontalière comme fait social	31
II. Un fait social qui travaille à l'acquisition d'un bien. Nature de ce bien	34
III. Le cadre de l'analyse	36
1. Une analyse stratégique du politique	36
a) Trajectoires et processus de décision et d'action	36
b) Concepts mis en œuvre	39
2. Une analyse localisée du politique	41
a) Un espace construit	41
aa) Critères d'élaboration de l'espace	42
bb) Articulations au national	44
b) Valeurs des ressources et propriétés des groupes sociaux locaux	45
aa) Quelle valeur ont ces ressources locales ?	45
bb) Quelles propriétés ont les groupes sociaux ?	45
IV. La méthode d'analyse	45
1. Utilisation de la théorie ancrée	46
2. les variables de l'analyse	47
a) Les variables des processus de changement structurel du champ	47
aa) Acteurs	47
bb) Stratégies	48
b) Les variables de l'action dans le système d'acteurs stabilisé	49

aa) Acteurs	49
bb) Stratégies	50
C. Construction d'un modèle de fonctionnement de l'Etat	52
I. Un modèle statique : relations entre services étatiques, régulation des réseaux	52
1. Entre services d'un même Etat : interactions et régulations	52
2. Entre services de deux Etats : interactions et régulations des réseaux	53
II. Un modèle dynamique des transformations de la pratique des politiques de sécurité	53
1. Implosion des frontières politico-administratives ?	54
2. Gouvernance régionale transnationale	54
3. Le local comme espace de transformations politiques	54
III. Les significations du modèle dans l'espace public européen	55
1. Instauration d'une forme de gouvernance régionale trans-étatique	55
2. Différenciation fonctionnelle et structurelle de l'Etat	56
3. Nationalisation des modes de contrôle	56
 Deuxième partie : Position et réorganisation des acteurs dans le champ de la coopération policière et douanière transfrontalière	 57
 A. Quelques repères sur la structuration du champ	 57
I. Structures policières et douanières : les cadres de l'action	57
1. Services frontaliers spécialisés : forces et faiblesses du rattachement frontalier	58
a) Positionnement théorique hégémonique	58
b) Emergence de concurrences	59
2. Un acteur indépendant : l'acteur fluvial	60
3. Acteurs frontaliers non spécialisés : de nouvelles opportunités d'intervention	61
II. Sécurité urbaine, police judiciaire, police aux frontières : missions, cadres légaux, liens fonctionnels	62
1. Missions	62
a) Les missions de sécurité générale	63
b) Les missions de police judiciaire	64
aa) En Allemagne et en France	64
bb) Impact de cette configuration sur les réseaux de coopération	65
cc) Coopérations possibles	65
2. Organisation des niveaux de fonctionnement	68
3. Bases légales de l'action de police	68
4. Impacts sur la coopération de ces différences d'instruments et de contextes de travail	71
III. Douane : organisations, droit douanier, agents	74
1. Des administrations semblables	74
2. Des compétences inégales	75
3. Deux politiques différentes de répartition des effectifs	77
IV. Justice : organisation et répartition territoriale	80
V. Eléments historiques, démographiques et socioéconomiques	84
1. Les dimensions historiques	84

2. La dimension économique	86
3. Impacts de ces données environnementales sur la coopération transfrontalière	88
B. Approche empirique : centres et satellites	89
I. Distribution des instruments de coopération entre les organisations	89
1. Structures douanières : coopération binationale locale et poids des organes centraux	89
2. Les polices des frontières	92
3. Polices judiciaires	93
a) Formes discontinues de coopération	93
b) Formes permanentes de coopération	95
4. Le centre de Coopération Policière et Douanière (CCPD)	99
5. Les structures de formation	100
II. Les bases juridiques des outils de coopération et de leur statut	102
1. Nature des textes juridiques	102
a) La coopération sur le Rhin	103
b) Les bases juridiques de la coopération douanière	105
c) La Convention d'Application de l'Accord de Schengen	105
d) La coopération directe	106
2. Nature des structures de coopération	107
a) Les Bureaux à Contrôles Nationaux Juxtaposés	107
b) Le Centre de Coopération Policière et Douanière	107
c) Les Cellules de Coordination Européenne	108
d) Les Commissariats Mixtes	109
e) Le réseau régional des officiers de liaison	110
3. Interactions entre la valeur juridique des instruments et le positionnement des acteurs	111
III. Missions et compétences	112
1. La coopération sur le Rhin	112
2. Au sein des BCNJ	114
3. Les missions des Commissariats mixtes	115
4. Les missions des CCE	117
5. Les officiers de liaison : variété et indétermination des tâches	119
6. Impact des missions du CCPD sur les structures dans le champ	119
IV. Capacités d'action : personnels, matériels, infrastructures	120
1. La coopération sur le Rhin	121
2. Les BCNJ	123
3. Les Commissariats mixtes et les CCE	124
4. Une tentative d'évaluation des rapports globaux de capacités d'action	125
V. Positionnements dans la coopération selon les missions	131
1. La forte position des CCE bousculée	131
2. La remise en question de l'existence des Commissariats mixtes	132
3. Permanence et désaffection des structures douanières	132
4. La position intangible des services fluviaux	134
5. La position variable des parquets frontaliers	134
6. Renforcement des positions et intervention dans de nouveaux champs : la gendarmerie	135

7. Le positionnement des services allemands	135
8. Impact de l'émergence du CCPD sur la répartition des rôles dans le champ de la coopération transfrontalière	136
C. Enjeux de la coopération transfrontalière : lutte contre la criminalité, jeux des institutions et des services	138
I. Mesure de la criminalité, rôle de la lutte contre la criminalité dans la transformation de la coopération	138
1. Les statistiques criminelles	138
a) Indications sur l'activité des Parquets	138
b) Les statistiques policières	139
2. Criminalité et formes de coopération en zone frontalière	141
a) Criminalité frontalière	141
b) Criminalité transfrontalière	141
c) Criminalité en zone frontalière	143
II. Entre démantèlement et conservation, entre informel et institutionnalisation, les hésitations stratégiques des institutions	145
1. Stratégies de négociation	145
a) Positionnements institutionnels et alliances des services allemands	145
b) Positionnements institutionnels et alliances des services français	147
2. Stratégies d'action	151
a) Participation	151
aa) Ressources humaines	151
bb) Apport matériel et financier	157
b) Non participation	160
aa) Ressources humaines	160
bb) Apport matériel et financier	161
3. Stratégies de réaction	162
a) Participation renforcée	162
b) Désengagement	163
D. Quelles coopérations avec quels réseaux ?	165
I. Profil des acteurs	166
1. profil commun	166
a) Administration publique	166
b) Administration de la sécurité	166
c) Administration opérationnelle de la frontière	167
d) Dépendance	167
e) Interdépendance	168
f) Instruments d'action	168
2. Profils singuliers	169
a) Champs d'administration réservés/partagés	169
b) Appréhension différente des autorités de référence	170
c) Instruments d'action	171
II. Profils d'action stratégiques	172
1. Profil commun	172
a) Participation formelle	172
b) Institutionnalisation	173
c) Regroupement et intégration	173

2. Profils singuliers	173
a) Participation effective	173
b) Désengagement	174
c) Conservation, réorientation géographique ou disciplinaire, spécialisation	174
III. Les caractéristiques du système régional stabilisé	175
1. Les positions des acteurs	175
2. Les éléments caractéristiques du système post-Mondorf	178
a) Un système intégrateur et contraignant	178
b) Un système administratif régional globalisant	179
c) Un système qui repose sur la stabilité des jeux et des systèmes politiques	179
d) Un nouveau mode de gestion binationale d'un territoire	180
Troisième partie : problématiques, interactions et effets émergents de la coopération transfrontalière dans l'organisation post-Mondorf	183
A. Schengen, une révolution de velours ? Délicatesses juridiques et difficultés d'application	184
I. Pierres d'angle et d'achoppement de Schengen et Mondorf : mise en perspective des instruments d'action des traités précédents	184
1. Réduction des chaînes de communication	185
a) Communication directe entre les services de police	185
b) Communication directe entre les autorités judiciaires	189
2. Capacités d'intervention au-delà de la frontière	193
a) L'observation transfrontalière sans urgence	193
aa) Les faits à la base d'une observation en l'absence d'urgence	193
bb) Autorisation de l'observation transfrontalière en l'absence d'urgence	195
cc) Conduite d'une observation transfrontalière en l'absence d'urgence	199
b) L'observation transfrontalière en urgence	202
aa) Les faits à la base d'une observation en urgence	202
bb) Autorisation de l'observation transfrontalière en urgence	202
c) La poursuite transfrontalière	203
aa) Les faits à la base d'une poursuite transfrontalière	203
bb) Autorisation de la poursuite transfrontalière	205
cc) Les règles de la conduite d'une poursuite transfrontalière	207
3. Création de ressources informationnelles communes	210
4. Contrôle des informations transmises	212
II. Données empiriques de l'application et analyse	213
1. Observation transfrontalière	215
2. Poursuite transfrontalière	219
3. Signification des pratiques et incidences sur le système d'action	226
4. Transmission d'informations	229
B. Le système d'action concret du CCPD	237
I. Un groupe d'organisations	237
1. Statut des personnels et identité du CCPD	237

2. La difficile recherche d'un objectif commun	238
3. L'organisation interne, reproduction du schéma de la coopération	241
II. Coopérations	244
1. Entre organisations	244
a) Selon le profil organisationnel	244
b) Selon la nature de la demande	246
2. Entre fonctions	248
a) Le Lagezentrum	248
b) L'entraide judiciaire	251
c) Le « Lagebild », les chefs de délégation et les coordinateurs	252
3. Entre individus	256
III. Coordinations	258
1. Coordination entre les organisations	258
2. Coordination entre les fonctions	261
a) Coordination entre les composantes allemandes	261
b) Coordination entre les composantes françaises	261
c) Coordination entre services allemands et français	262
3. Coordination entre les individus	264
4. Le système référentiel comme catalyseur des crises	264
IV. Le système d'action concret du CCPD et son environnement	266
1. Rapports d'évitement	266
a) Evitement total	267
b) Evitement partiel	268
2. Stratégies de commercialisation	268
C. Dispositions juridiques, action, structure : qualification des interactions	270
I. Dispositions juridiques – action	270
1. La loi comme source de la coopération	270
2. La loi comme moyen de la coopération	271
II. Action – structure	272
III. Dispositions juridiques – structure	273
IV. Principes de fonctionnement du champ	275
D. Les effets de la coopération transfrontalière sur les systèmes nationaux	276
I. Dynamiques professionnelles	277
1. Sources de ces dynamiques	277
a) Services de police et parquets	277
b) Police et gendarmerie nationales et polices des Länder	279
c) Police et gendarmerie nationales	279
2. Effets de ces dynamiques	280
a) Spécialisation	280
b) Intégration	282
II. Dynamiques institutionnelles	282
1. Sources de ces dynamiques	283
2. Effets de ces dynamiques	284
a) Déplacement des rôles institutionnels locaux	284
b) Sens et impacts des relais entre institution et périphérie	285
III. Dynamiques organisationnelles	286
1. Sources de ces dynamiques	286

2. Effets de ces dynamiques	287
a) Division du travail et revitalisation des structures	287
b) Concentration régionale	289
c) Adaptation	290
d) Délégation	290
E. Conclusion de la troisième partie	291
Quatrième partie : essai de modélisation de la configuration franco-allemande de la coopération transfrontalière en matière de contrôle étatique	293
A. Modélisation des interactions et des modes opératoires du champ de la coopération policière transfrontalière	294
I. Typologie des stratégies	294
1. Le type « stratégie de conservation »	295
a) Caractéristiques des vecteurs de ce type stratégique	295
aa) Acteurs	295
bb) Mode d'intervention dans le champ de la coopération	296
b) Caractéristiques de ce type stratégique	298
2. Le type « stratégie d'intervention »	298
a) Caractéristiques des vecteurs de ce type de stratégie	299
aa) Acteurs	299
bb) Mode d'intervention dans le champ de la coopération	300
b) Caractéristiques de ce type de stratégie	301
3. Le type « stratégie de veille participative »	301
a) Caractéristiques des vecteurs de ce type de stratégie	301
aa) Acteurs	301
bb) Mode d'intervention dans le champ de la coopération	302
b) Caractéristiques de ce type de stratégie	304
II. Régulation et adaptation des modèles stratégiques au système d'action concret	305
1. Adaptation par intégration	305
2. Adaptation par compétition	306
3. Le cas des services de sécurité fluviaux	308
4. Un modèle général d'action	309
III. Modélisation des transformations des modes de gestion d'un territoire	310
1. Emergence d'un nouvel espace d'action	311
a) Réorganisation des modes de travail	311
aa) Transformation de la nature de la coopération transfrontalière	312
La coopération comme mode de fonctionnement globalisé	312
La coopération comme mode de fonctionnement généralisé à tous les acteurs	312
bb) Un espace d'action doté d'une logique fonctionnelle sectorielle	315
Une logique fonctionnelle portée par un groupe d'acteurs publics	315
Une logique fonctionnelle portée par une zone territoriale	318
b) Déplacement des limites spatiales du travail de l'acteur public	322
aa) Déplacement de l'espace de pratique de la loi interne	322

bb) Absence de logique d'intégration juridique	324
c) « Mutualisation » de la gestion étatique du territoire	325
2. Transformations affectant la structure administrative d'Etat	327
a) Déplacement des liens administratifs pertinents pour l'action locale	327
aa) Extension de l'administration d'Etat	327
bb) Co-administration d'un territoire et d'une frontière	330
b) Effets de la coopération transfrontalière sur l'appareil politico-administratif étatique	333
aa) Autonomisation des ressources et différenciation des logiques locales	334
Autonomisation du fonctionnement de la zone	334
Différenciation du fonctionnement de la zone	335
bb) Rôle de l'Etat central dans le fonctionnement de l'espace frontalier	337
Soutien	338
Orientation	338
Veille	339
B. Signification de ce modèle pour l'espace public européen	342
I. Intégration des politiques régionales de sécurité	342
1. Elaboration et application d'instruments juridiques	343
2. Généralisation de la coopération comme mode de travail	345
3. Création d'une zone d'application et de fonctionnement spécifique	346
II. Transformation du rôle et de la place de l'Etat	348
1. Déplacement de la définition et de la charge des responsabilités	349
a) Brouillage des responsabilités administratives	350
b) Report de la responsabilité étatique sur des communautés de responsabilité	352
2. Remplacement de la question de l'avenir de l'Etat par les questions techniques de la construction européenne	355
C. Conclusion de la quatrième partie	360
Conclusion générale	363
A. Enseignements de l'analyse	364
B. Coopération transfrontalière et contrôle social	365
C. La coopération transfrontalière en Europe	365
I. Extension du modèle	365
II. Capacité des Etats à l'adopter	366
Bibliographie	369
Abréviations	386
Annexes et tableaux	388